

***9. Notice relative à la conformité de  
l'installation avec les prescriptions  
législatives et réglementaires  
relatives à l'Hygiène et à la sécurité  
du  
personnel***

## **9. Notice relative à la conformité de l'installation avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel**

<b>9.1. - Contexte réglementaire</b>	<b>Page 3</b>
<b>9.2. - Présentation de l'activité exercée</b>	<b>Page 4</b>
9.2.1. - Localisation du site - Nature de l'activité	Page 4
9.2.2. - Procédés d'exploitation - Moyens techniques et humains - horaires	Page 4
<b>9.3. - Politique et actions de prévention de la société en matière de sécurité, d'hygiène et de santé du personnel</b>	<b>Page 6</b>
9.3.1. - Politique générale de la société	Page 6
9.3.2. - Actions de prévention	Page 7
9.3.3. - Evaluation et contrôle des mesures de prévention	Page 10
<b>9.4. - Analyse des risques et des mesures de protection pour la sécurité du personnel</b>	<b>Page 11</b>
9.4.1. - Description des risques, dangers et nuisances présentés par l'exploitation pour la sécurité du personnel	Page 11
9.4.2. - Circulation des engins et du personnel	Page 11
9.4.3. - Risques de chute, risques d'affaissement des talus et gradins	Page 12
9.4.4. - Risques d'incendie	Page 13
9.4.5. - Risques électriques	Page 13
9.4.6. - Machines et appareils dangereux	Page 14
9.4.7. - Intervention d'entreprises extérieures	Page 14
<b>9.5. - Analyse des risques et des mesures de protection pour l'hygiène et la santé du personnel</b>	<b>Page 15</b>
9.5.1. - Mesures d'hygiène	Page 15
9.5.2. - Mesures pour la santé	Page 16

### **9.1. - Contexte réglementaire**

Depuis la loi 2009-526 de simplification et clarification du droit, le code du travail s'applique en priorité sur les carrières.

L'article L.4111-4 du Code du Travail prévoit que pour les mines et carrières les dispositions générales applicables au personnel en matière d'hygiène et de sécurité peuvent être complétées ou adaptées par décret pour tenir compte des spécificités de ces activités.

Les mesures à prendre dans l'intérêt de l'hygiène, de la santé et de la sécurité du personnel travaillant dans les mines et les carrières sont aussi établies à partir d'une réglementation spécifique dont l'origine se trouve dans le Code Minier et plus précisément les articles 84 et 85 complétés par l'article 107 pour ce qui concerne les carrières. Ce sont ces textes qui constituent le fondement légal du Règlement Général des Industries Extractives (R.G.I.E).

Outre le R.G.I.E. d'autres textes relatifs à la prévention sont susceptibles de s'appliquer aux carrières. Ils sont publiés au journal Officiel sous le Règlement Général des Carrières ou R.G.Ca

Le R.G.I.E. comporte à ce jour 20 titres. Ceux qui concernent le site sont les suivants :

<b>Titres</b>
Véhicules sur piste (VP)
Bruit (BR)
Empoussiérage (EM)
Règles générales (RG)
Equipements de travail (ET)
Entreprises extérieures (EE)
Equipements de protection individuelle (EPI)
Electricité (EL)
Travail et circulation en hauteur (TCH)

La notice d'Hygiène et Sécurité doit être adaptée aux risques encourus sur le site.

## **9.2. - Présentation de l'activité exercée**

### **9.2.1. - Localisation du site – Nature de l'activité**

L'activité exercée par Monsieur Bondenet Laurent à Myon dans le Doubs concernera l'exploitation d'une carrière de roches calcaires pour la production de pierres marbrières.

### **9.2.2. - Procédés d'exploitation - Moyens techniques et humains - horaires**

#### **9.2.2.1. - Méthode d'exploitation**

Exploitation de la carrière en fosse sur 4 gradins de 5 m de hauteur chacun.

#### **9.2.2.2. - Moyens techniques**

Ce type d'activité nécessite la présence et l'utilisation :

- d'engins de chantier (pelle mécanique, chargeuse,...),
- d'infrastructures annexes (locaux...),
- de matériel d'extraction et de traitement des matériaux.

#### **9.2.2.3. - Moyens humains**

##### **➤ Personnel permanent**

Les besoins directs en personnel de l'entreprise sur le site sont de 4 personnes en période d'activité.

##### **➤ Personnel temporaire**

Le cas échéant, du personnel temporaire pourra être recruté par le biais d'un contrat intérimaire ou à durée limitée. Ces personnes auront les qualifications requises et seront toujours étroitement encadrées par le personnel de l'entreprise. Elles seront régulièrement informées des prescriptions en matière de sécurité et d'hygiène appliquées sur le site.

➤ Entreprises extérieures

Dans le cadre d'interventions d'entreprises sous traitantes, le signataire de la demande en fera la déclaration à la DREAL, qui assurera la surveillance administrative du site d'exploitation. Ces derniers seront, le moment venu, déclarées à la DREAL. L'exploitant tiendra informé l'entreprise sous-traitante des dispositions réglementaires en matière de sécurité et d'hygiène affectées au site, auxquelles son personnel devra se soumettre.

L'activité d'exploitation, tout comme le traitement des blocs, fonctionnera de 7 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi.

### **9.3. - Politique et actions de prévention de la société en matière de sécurité, d'hygiène et de santé du personnel**

#### **9.3.1. - Politique générale de l'entreprise**

Conformément à l'article 15 du titre -Règles générales- du décret du 3 mai 1995, l'exploitant désignera une personne chargée de faire respecter les obligations réglementaires en matière de sécurité, d'hygiène et de santé du personnel.

Les différents textes en vigueur font des membres de l'encadrement les premiers formateurs de l'entreprise. Ils ont en charge la formation et la sensibilisation de l'ensemble du personnel aux problèmes d'hygiène et de sécurité.

Conformément aux articles L4121-1 et suivants du code du travail, l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

Ces mesures comprennent en particulier :

- ✓ Des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- ✓ Des actions d'information et de formation ;
- ✓ La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

L'employeur doit mettre en œuvre ces mesures prévues sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- ✓ Eviter les risques ;
- ✓ Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- ✓ Combattre les risques à la source ;
- ✓ Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- ✓ Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- ✓ Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;

- ✓ Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L.1152-1 et L.1152-1 ;
- ✓ Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- ✓ Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

### 9.3.2. - Actions de prévention

#### **9.3.2.1. - Dispositions générales**

Conformément au titre -Règles Générales- du RGIE, Monsieur Bondenet Laurent exploitera le site en respectant les dispositions réglementaires, en particulier :

- respect d'une bande horizontale non exploitée de 10 m en bordure de l'exploitation,
- respect des pentes des talus.
- Respect de la largeur des gradins.

L'aménagement du site répond également aux prescriptions générales en matière de sécurité du RGIE. Citons entre autres :

- Article 18 : conception et aménagement des lieux de travail,
- Article 19 : éclairage des lieux de travail,
- Article 29 : protection des zones de danger spécifique.

### **9.3.2.2. - Formation et sensibilisation du personnel**

L'encadrement informera le personnel des mesures prises au niveau de la conception, de l'utilisation, de l'entretien des lieux de travail et des équipements pour assurer la santé et la sécurité du personnel. Cette information sera régulière.

Le personnel travaillant sur l'exploitation doit se conformer aux instructions et consignes reçues.

Des actions de formation et de sensibilisation du personnel aux risques présents sur le site seront menées régulièrement. Elles sont à mettre en œuvre dans les circonstances suivantes :

- au moment de l'embauche et de la mise au travail effective,
- dans le mois suivant l'affectation pour certaines formations,
- à la demande du médecin après un arrêt de plus de 21 jours,
- dans le cas de modifications de postes, de techniques ou de création de poste,
- en cas d'accident grave ou à caractère répétitif.

Les principales formations concernent :

- la circulation des véhicules et engins, les chemins d'accès aux lieux de travail et aux locaux sociaux,
- l'exécution du travail par l'enseignement des comportements et des gestes les plus sûrs et l'explication des modes opératoires, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de sécurité,
- la conduite à tenir en cas d'accident ou d'intoxication,
- les formations de secourisme,
- l'utilisation d'extincteurs.

Des exercices de sécurité et de maniement des équipements de secours seront effectués à intervalles réguliers.



### **9.3.2.3. - Prescriptions particulières concernant les contrats précaires**

Conformément à la loi du 2 juillet 1990, l'entreprise a pour obligation :

- d'établir une liste de postes de travail présentant des risques particuliers pour la santé ou la sécurité des salariés sous contrat précaire,
- de prévoir une formation renforcée à la sécurité pour les salariés affectés à ces postes.

### **9.3.2.4. - Moyens techniques de sécurité**

Les dispositifs de secours seront mis en place conformément au chapitre VII du titre -Règles générales- du décret n°95-694, qui fixe les règles :

- de mise en place des moyens d'alarme et de communication,
- d'organisation des secours et du sauvetage,
- et les caractéristiques des équipements et matériels de premier secours.

Les divers moyens de prévention et de secours (moyens d'information des ouvriers ou préposés, trousse pharmaceutiques et couvertures, extincteurs, équipements de protection individuelle, ...) seront mis à la disposition du personnel, conformément à la réglementation en vigueur.

Ainsi, conformément au titre -Équipement de protection individuelle- créé dans le cadre du décret du 3 mai 1995, le personnel dispose sur le site des équipements de protection suivants :

- lunettes de protection,
- casques anti-bruit,
- masques anti-poussières,
- chaussures de sécurité,
- gants de sécurité,
- vêtements de pluie.

Le port du casque est obligatoire pour le personnel circulant à pied sur la carrière.

Ces protections sont strictement personnelles et doivent être entretenues et nettoyées aussi souvent que nécessaire pour préserver toute leur efficacité. Elles seront remplacées régulièrement.

L'exploitant mettra en place également conformément au titre -Équipements de travail- les dispositifs de prévention et de sécurité au niveau des zones ou des machines présentant des risques pour la sécurité du personnel.

Un membre du personnel au moins sera titulaire d'un diplôme de sauveteur-secouriste du travail et pourra donc assurer les premières interventions.

En outre, les coordonnées des organismes de sécurité publics ou privés auxquels il peut être fait appel en cas d'accident seront affichées, de manière visible et permanente sur l'exploitation et à l'intérieur de ses dépendances légales, à savoir :

Pompiers	: 18
SAMU	: 15
Gendarmerie	: 17
Centre anti-poison	: 01.40.05.48.48 (Paris)
Hôpital	: 03.84.96.60.60 (BESANCON)
DREAL	: 03.81.21.67.00 (Besançon)

### 9.3.3. - Evaluation et contrôle des mesures de prévention

En application de l'arrêté ministériel du 26 décembre 1995, l'amélioration des moyens techniques destinés à la sécurité du personnel s'appuie en partie sur les visites régulières soit d'une structure fonctionnelle interne, soit d'un organisme agréé et sur les comptes-rendus qui s'ensuivent.

Monsieur Laurent Bondenet aura recours pour la carrière à un organisme extérieur agréé, chargé d'assister la personne responsable de la direction technique des travaux dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures de sécurité et de salubrité du travail (Prevenchem).

Les comptes-rendus constituent un outil de travail pour les responsables de l'entreprise afin d'assurer la mise en conformité des installations et engins avec la réglementation en vigueur.

La médecine du travail peut être amenée à participer à des actions de préventions et d'hygiène (bruit, poussières,...). Toutefois, le rôle de tutelle et de contrôle est assuré par la DREAL et la CARSAT.

#### **9.4. - Analyse des risques et des mesures de protection pour la sécurité du personnel.**

##### **9.4.1. - Description des risques, dangers et nuisances présentés par l'exploitation pour la sécurité du personnel**

Les risques, dangers et nuisances induits par l'exploitation d'une carrière de ce type sont principalement liés à :

- l'emploi et la circulation de matériels roulants (risques de collision, d'écrasement d'un piéton, de retournement d'un véhicule, ...),
- Le risque de chute,
- la présence de matériel d'extraction et de traitement des matériaux,

Les mesures propres à lutter contre les risques évoqués précédemment seront exposées dans les paragraphes suivants.

##### **9.4.2. - Circulation des engins et du personnel**

Des risques d'accident existent du fait de la circulation des camions, du personnel à pied et de l'emploi d'engins lourds de chargement.

Le code du travail, R 4141-11 et suivants ainsi que R 4214-9 à 14 et R 4534-10 et suivants ainsi que le titre -Véhicules sur pistes- du RGIE imposent, parmi d'autres mesures, la mise en place des éléments suivants :

- formation des personnels aux conditions de circulation,
- établissement d'un dossier de prescriptions,
- vérification périodique des engins et tenue à jour des carnets d'entretien des engins. Les conducteurs devront entre autres nettoyer régulièrement les vitres et rétroviseurs des engins, vérifier le freinage et la direction de secours,
- les conducteurs d'engins doivent être âgés de plus de 18 ans et avoir une autorisation de conduire des véhicules utilisés sur le site,
- le port obligatoire de la ceinture de sécurité dans les véhicules équipés d'une structure de protection anti-retournement et dans les véhicules destinés au transport des matériaux extraits équipés d'une benne dont l'avancée au dessus de la cabine constitue une structure de protection,

- les circulations des engins et du personnel à pied seront clairement définies. Ainsi, conformément au chapitre -Voies de circulation- du RGIE, la circulation des piétons sur une voie de circulation utilisée également par des engins sera séparée de ces derniers par une distance de sécurité suffisante,
- les pistes seront aménagées convenablement avec une pente inférieure à 15 % (pente maximum réglementaire = 20%) et en particulier elles seront équipées de dispositifs de sécurité (merlons de sécurité, minimum la moitié de la hauteur de roue du plus grand engin) à proximité des zones dangereuses du site. La distance entre la paroi et la piste est au minimum de 2 m. Les lieux de circulation et de stationnement feront l'objet d'une signalisation appropriée,
- l'implantation et le dimensionnement des voies de circulation est fait en sorte que piétons et véhicules puissent les utiliser facilement et en toute sécurité et n'encourent aucun danger,
- des règles de circulation (croisement et dépassement de véhicules, vitesses, accès piéton, ...) seront connues par le personnel.

On peut citer :

- une vitesse limitée à 20 km/h,
- la priorité absolue à l'engin de chantier.

Afin de prévenir des marches arrières des engins, l'exploitant veillera au bon fonctionnement des dispositifs avertisseurs de cette manœuvre.

#### 9.4.3. - Risques de chute, risques d'affaissement des talus et des gradins

##### **9.4.3.1. – Mesures contre la chute du personnel depuis les structures en hauteur**

La prévention des chutes du personnel sera assurée par une information régulièrement renouvelée, concernant tant l'usage et les conditions d'utilisation des matériels roulants, que les règles de circulation et les systèmes de sécurité mis en place sur les engins et les matériels d'extraction et de traitement des matériaux.

##### **9.4.3.2. - Mesures contre les risques de chute et d'affaissement des gradins**

La largeur des gradins sera de 6 m minimum. Les fronts de taille seront régulièrement inspectés et purgés en cas de besoin.

Par ailleurs, il convient de rappeler que les abords des excavations de la carrière seront établis et tenus à une distance horizontale de 10 m au moins des limites du périmètre d'autorisation.

#### 9.4.4. - Risques d'incendie

Les mesures de lutte contre les incendies seront prises en accord avec les articles 30 à 32 du décret du 3 mai 1995.

En ce qui concerne les premiers secours, ils seront assurés au moyen d'extincteurs portatifs, facilement accessibles, présents dans chaque engin et dans les locaux.

L'emplacement du matériel de lutte contre les incendies, les manœuvres à exécuter et les numéros de téléphone des services de secours (pompiers, services médicaux,...) seront affichés.

Les voies d'accès seront conçues de manière à permettre l'intervention rapide des véhicules de secours (pompiers).

Monsieur Bondenet Laurent établira des consignes d'incendie et les transmettra au personnel. Il veillera à informer le personnel des différents moyens de secours à mettre en œuvre selon le type d'incendie. Il s'assurera que le maniement de ces moyens est connu du personnel.

Notons que tout brûlage est interdit sur le site. Il est également interdit de fumer à proximité lors des opérations de ravitaillement qui sont effectuées moteur éteint. Cette interdiction est rappelée au moyen de panneaux.

#### 9.4.5. - Risques électriques

Dans le cadre de l'activité d'exploitation, les risques électriques seront réduits aux installations électriques et aux engins.

Le titre -Electricité- du décret du 23 septembre 1991 impose, parmi d'autres mesures, la mise en place des éléments suivants :

- établissement d'un dossier de prescriptions,
- habilitations nécessaires à ce titre,
- protection des installations électriques.

Les câbles conducteurs et les appareils électriques sont installés en prenant en compte les risques inhérents à l'électricité. Ils doivent présenter un niveau d'isolement approprié à la sécurité du personnel et à la prévention des incendies et des explosions. Ils doivent également présenter une solidité mécanique par rapport aux risques de détérioration auxquels ils pourraient être soumis.

➤ Protection des courants électriques

Un dispositif de coupure d'urgence, aisément reconnaissable et rapidement accessible, doit permettre en une manœuvre de couper en charge tous les conducteurs actifs.

➤ Entretien, surveillance et vérification des installations électriques

Des visites annuelles seront effectuées conformément à la législation en vigueur par un organisme agréé.

Le personnel travaillant sur les installations électriques sera titulaire de l'habilitation électrique.

Un certain nombre de personnes travaillant sur le site et notamment les électriciens, auront reçu une formation spécifique sur les premiers soins à donner aux électrisés.

#### 9.4.6. - Machines et appareils dangereux

L'exploitant mettra en œuvre des dossiers de prescriptions contenant les conditions d'utilisation des équipements de travail, les règles de surveillance, de vérification et de maintenance.

#### 9.4.7. - Intervention d'entreprises extérieures

Dans le cas où une entreprise sous-traitante serait amenée à travailler sur le site de la carrière, Monsieur Bondenet Laurent se conformera aux prescriptions réglementaires en vigueur.

Le décret du 24 janvier 1996 établissant le titre -Entreprises extérieures- impose, parmi d'autres mesures, la mise en place des éléments suivants :

- déclaration à la DREAL de toutes les entreprises extérieures amenées à intervenir sur le site,
- établissement si besoin d'un plan de prévention afin de prévenir des risques (arrêté du 14 mars 1996),
- communication des consignes de sécurité et des prescriptions établis pour l'exploitation de la carrière aux chefs d'entreprises extérieures appelés à travailler sur le chantier. Ces derniers les porteront à la connaissance de leur personnel,
- l'exploitant assurera la coordination des mesures de prévention qu'il prend,
- à l'initiative de l'exploitant et sous son autorité, inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à la disposition de la ou des entreprises extérieures, avant le début des travaux.

## **9.5. - Analyse des risques et des mesures de protection pour l'hygiène et la santé du personnel**

### **9.5.1. - Mesures d'hygiène**

Pour l'exploitation visée par la présente demande, le pétitionnaire se conformera aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et imposées par la réglementation particulière à l'exploitation de carrière.

Le personnel disposera de locaux avec sanitaires. L'ensemble des locaux sera nettoyé régulièrement dans le cadre de l'entretien et de l'hygiène générale.

Les eaux sanitaires usées, impliquant des risques de pollution bactériologique, sont récupérées par un système d'assainissement à recirculation et ces installations seront régulièrement entretenues par une entreprise spécialisée.

L'exploitant indiquera les consignes d'hygiène à respecter concernant les équipements de protection individuelle disponibles pour le personnel. En cas de détérioration de l'état hygiénique de ces équipements, l'exploitant procédera à leur remplacement.

### 9.5.2. - Mesures pour la santé

#### **9.5.2.1. - Les poussières**

Le décret du 2 septembre 1994 (empoussiérage) impose pour les installations et dépendances légales des mines et carrières et au regard de l'exposition aux poussières alvéolaires siliceuses, des mesures concernant :

- l'empoussiérage (définition de zones géographiques, détermination de l'empoussiérage de référence et de l'empoussiérage réel, prélèvement et analyse des poussières, classement des zones géographiques, réduction de l'empoussiérage),
- le personnel (compatibilité entre empoussiérage et aptitude d'affectation, fiche individuelle, antécédents d'exposition, mise en place de dossiers de prescription),
- des contrôles et vérifications.

#### **Protections du personnel contre les poussières**

Les travailleurs disposeront d'une protection personnelle de type masque anti-poussières.

Les mesures de réduction des émissions de poussières sont exposées dans l'étude d'impact, pour mémoire : limitation de la vitesse de circulation, entretien des voies de circulation,...

#### **9.5.2.2. - Le bruit**

Le décret n°92-711 du 22 juillet 1992 impose, parmi d'autres mesures, la mise en place des éléments suivants :

- établissement de dossiers de prescriptions,
- aptitude d'affectation,
- dossier médical,
- surveillance médicale,
- information du personnel,
- contrôles périodiques des niveaux sonores.

Si un niveau d'exposition sonore quotidien supérieur à 85 dBA était constaté, un programme de réduction des bruits serait mis en place.



**Protections sonores autour des sources de bruit :**

Tous les appareils générateurs de bruit seront conformes aux normes en vigueur. Une prévention technique collective sera mise en place. Ces protections consistent essentiellement en un capotage presque complet autour des sources de bruit (moteur des engins, ...),

**Protections sonores du personnel :**

Si nécessaire, les travailleurs disposent d'une protection personnelle, de type casque anti-bruit ou bouchon d'oreilles. Pour un niveau d'exposition supérieur à 85 dBA leur utilisation est imposée.

**9.5.2.3. - Contrôle et suivi**

Un suivi régulier du personnel sera effectué par le médecin du travail.

Les axes de surveillance seront entre autres :

- contrôle sanguin pour le personnel affecté à l'entretien,
- radiographie pulmonaire et surveillance vis à vis des risques de pneumoconiose,
- test auditif,
- test d'aptitude pour les travaux particuliers.